

Grâce à un réseau de membres actifs au Viêt Nam et à travers le monde, le Parti pour la Réforme du Viêt Nam (Viêt Tân) veut promouvoir la démocratie et la réforme du pays par des moyens pacifiques



Dans le Bureau Oval de la Maison Blanche, de gauche à droite :

M. Do Thanh Cong (*Parti Démocratique du Peuple Vietnamien*), M. Le Minh Nguyen (*Réseau des Droits de l'Homme*), le Vice-président Dick Cheney, le président George W. Bush, M. Do Hoang Diem (*Parti Viêt Tân*), Dr Nguyen Quoc Quan (*Mouvement Humaniste Vietnamien*).

## George Bush reçoit 4 organisations vietnamiennes pro démocratie

### Sommaire

- 1 George Bush reçoit 4 organisations vietnamiennes
- 2 Les défis du mouvement vietnamien pour la démocratie
- 5 Viêt Tân sensibilise la classe politique australienne
- 6 Noir mois de mai pour la dissidence vietnamienne
- 8 La réprobation internationale
- 10 La classe politique suisse prends position en faveur des dissidents vietnamiens
- 12 Elections législatives au Viêt Nam, scrutin sans suspense
- 13 Le combat pour la liberté de choisir
- 14 Interview de Do Nam Hai : « Je suis prêt à relever tous les défis »
- 16 La grogne ouvrière continue au Viêt Nam

**W**ASHINGTON : Mardi 29 mai 2007, quatre militants Vietnamien-Américains ont invité le président des États-Unis George W. Bush à accroître la pression sur le Viêt Nam pour que ce pays respecte les droits de l'homme. Ils lui ont dit également que les États-Unis devraient soutenir ouvertement les forces démocratiques qui travaillent pour apporter le changement à Hà Nội.

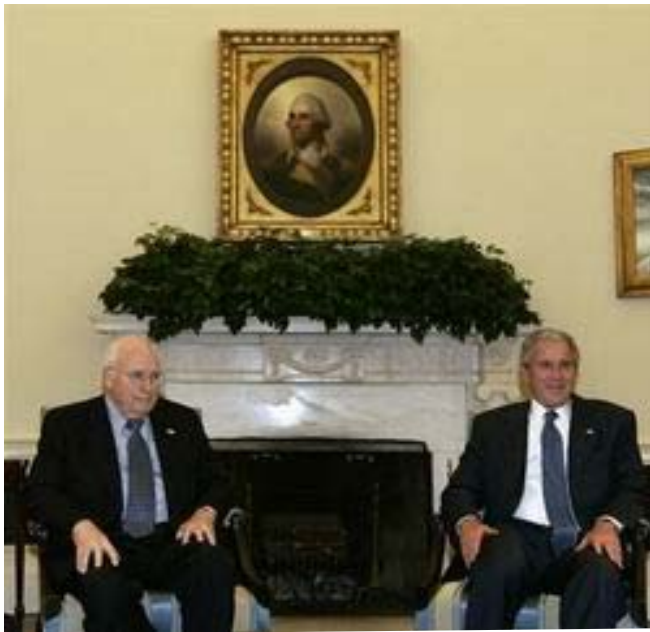
La réunion qui s'est tenue à la Maison Blanche était censée envoyer un message de désapprobation au Viêt Nam sur son traitement de plus en plus dur des militants anti-gouvernementaux.

Do Hoang Diem, président du Parti pour la Réforme du Viêt Nam, déclare que durant les 45 minutes de la rencontre, Bush a exprimé ses inquiétudes concernant la répression contre les dissidents pacifiques et a demandé

des propositions précises sur ce qu'il était nécessaire de faire pour aider à améliorer la situation des droits de l'homme au Viêt Nam.

Do Hoang Diem dit qu'il espère que la réunion se traduira par des actions concrètes du gouvernement des États-Unis et par un message clair adressé au régime à Hà Nội : « Si le Viêt Nam veut adhérer à la communauté internationale, il doit respecter les règles des gouvernements civilisés. Il [le régime] se comporte comme un gouvernement escroc. Il ne peut pas bâillonner aussi facilement les voix pacifiques. »

L'année dernière, alors que le Viêt Nam s'apprêtait à accueillir le sommet des pays du rivage Pacifique et alors qu'il était sur le point d'adhérer à l'Organisation du Commerce Mondial, le régime semblait avoir pris un nouveau chemin vers une société plus ouverte. Aujourd'hui, les autorités



**Le Vice-président Dick Cheney,  
le président George W. Bush.**

ont intensifié leur campagne pour supprimer la dissidence.

Le Viêt Nam ne tolère aucune remise en cause de la règle communiste du parti unique ; il persiste à dire que seuls des hors-la-loi sont emprisonnés.

Un autre invité de Bush, Do Cong Thanh, membre fondateur du Parti Démocratique du Peuple

Vietnamien, a été associé à trois militants récemment condamnés pour avoir diffusé de la propagande anti-vietnamienne sur Internet.

Ces quatre personnes font partie des six personnes arrêtées et condamnées à de la prison dans la dernière vague de répression du gouvernement. Un des condamnés a été accusé d'avoir organisé des manifestations a n t i - gouvernementales

durant la visite de Bush à Hà Nội, l'année dernière à l'occasion du sommet de l'APEC.

« Les États-Unis sont préoccupés par le nombre croissant des arrestations et détentions de militants politiques au Viêt Nam, pour des activités tout à fait conformes au droit à l'expression pacifique de l'opinion politique » dit Gordon Johndroe, porte-

parole du Conseil de la Sécurité Nationale, à propos de cette rencontre.

« Comme l'économie et la société vietnamienne se réforment et vont de l'avant, la répression exercée sur ces individus pour leurs opinions est anachronique et contraire au désir du Viêt Nam de prospérer, se moderniser et occuper une place plus éminente dans le monde des affaires. »

Dans un autre développement, le président démocrate du Caucus États-Unis - Viêt Nam au Congrès a démissionné vendredi et a présenté une résolution condamnant les arrestations des militants pro démocratie.

« J'ai été un ami constant du Viêt Nam, mais je ne peux pas transiger sur mon soutien aux droits de l'homme » dit le député Earl Blumenauer. « J'ai toujours affirmé que nous devons juger le Viêt Nam sur les progrès qu'il fait, et il est clair à mes yeux que le gouvernement vietnamien va dans la mauvaise direction en matière de démocratie et de droits de l'homme. »

## Les défis du mouvement vietnamien pour la démocratie

### COMITÉ DES DROITS DE L'HOMME AU CONGRÈS DES ÉTATS-UNIS

#### DISCOURS ADRESSÉ AUX PARLEMENTAIRES - 10 MAI 2007

**M**adame la présidente, mesdames et messieurs les parlementaires,

Le 17 février 2007, à la veille de la nouvelle année vietnamienne, le régime communiste au Viêt Nam a lancé une répression massive contre le mouvement pour la démocratie. Depuis, de nombreuses personnes ont été arrêtées ou condamnées à beaucoup d'années en prison. Certaines sont des dissidents bien

connus ; beaucoup d'autres sont moins connus. Nombre de questions ont été posées sur cette répression mais probablement les deux prioritaires sont : (1) pourquoi maintenant ? et (2) quel est l'objectif principal ? Afin de bien répondre à ces questions, nous devons analyser le développement récent du mouvement pour la démocratie au Viêt Nam.

#### **Le mouvement pour la démocratie au Viêt Nam**

Après que beaucoup de groupes pro-démocratie têt se furent dissous ou cachés, à la fin des années 1980, la décennie suivante fut marquée principalement par des voix individuelles réclamant plus de liberté et de droits de l'homme. Mais, en décembre 2000, surgit un inconnu, prêtre catholique, le père Nguyen Van Ly, qui organisa avec ses disciples de la paroisse de Nguyet-Bieu une campagne pour la liberté religieuse. Avec leur slogan «

« La liberté religieuse ou la mort », le Père Ly et ses paroissiens donnèrent un second souffle au mouvement pour la démocratie. Immédiatement, beaucoup de nouveaux visages apparurent et rejoignirent le mouvement. La plupart étaient de jeunes gens ayant une activité professionnelle tels que des avocats, des médecins et des journalistes. Mais les autorités communistes réagirent rapidement. D'un seul coup en 2001, elles arrêterent le Père Ly et beaucoup d'autres. Tous furent condamnés à de longues peines de prison, entre 4 et 15 ans. Avec cette campagne de terreur en 2001 et jusqu'en 2002, les autorités communistes réduisirent efficacement le mouvement pour la démocratie et étouffèrent la plupart des voix dissidentes.

Les cinq années suivantes furent marquées par un silence angoissant et l'absence évidente d'opposition.

Soudain, le 8 avril 2006, le Père Ly à nouveau et 117 autres citoyens vietnamiens courageux proclament et signent le **Manifeste pour la liberté et la démocratie au Viêt Nam**. Avec cette déclaration, ils relancent le mouvement pour la démocratie. Cette fois, il ne s'agit plus d'individus mais de groupes organisés qui se lèvent pour exiger la démocratie et qui défient la dictature. Après cinq ans de silence, le mouvement pour la démocratie est de retour, vraiment populaire cette fois, rassemblant de nombreuses organisations et beau-

coup de militants.

### La répression, pourquoi maintenant ?

Après avoir attendu presque une année, en février 2007, le gouvernement vietnamien lance une campagne de répression fort bien planifiée, pour trois raisons :

D'abord, le régime a obtenu des États-Unis et du monde ce qu'il voulait. Avec l'entrée du Viêt Nam dans l'Organisation du Commerce Mondial (OMC), avec l'obtention du statut des Relations Commerciales Normales Permanentes (en anglais PNTR), et avec le retrait de la liste des Pays Particulièrement Préoccupants (en anglais CPC), le gouvernement vietnamien a obtenu tout ce qu'il souhaitait ardemment ; dès lors, il peut consolider sa puissance. Auparavant, il tolérait le mouvement pour la démocratie, mais désormais cette tolérance est inutile.

En second lieu, le régime avait prévu que les États-Unis et la communauté internationale n'émètraient que des protestations limitées, protestations que le régime laisserait facilement s'estomper. L'avenir dira si la communauté internationale enverra un message ferme contre les flagrantes violations des droits de l'homme et contre la persécution des appels non-violents aux changements démocratiques au Viêt Nam.

Troisièmement, le régime veut empêcher toute perturbation au processus bien huilé de l'élection du 20 mai 2007. Avec l'appel au boycott de la prochaine élection de l'Assemblée nationale, le mouvement pour la démocratie sug-



Réunion de la Commission des Droits de l'Homme du Congrès des Etats-Unis, le 10 mai 2007.

gère la désobéissance civile pour éveiller la conscience publique et pour mobiliser la pression populaire contre cet événement frauduleux. Puisqu'il claironne que cette élection serait plus « ouverte » avec 10% de sièges « accordés » à des candidats non-communistes, le gouvernement ne peut pas tolérer la moindre contestation de sa propagande.

### Quel est le principal objectif de la répression ?

Au regard de la longue histoire du régime communiste vietnamien qui a toujours voulu maintenir la dictature du parti unique à tout prix, le principal objectif de la répression est clair. C'est encore une fois couper à la base le mouvement démocratique vietnamien comme il l'a déjà fait par le passé. Il veut remonter la pendule à 2001 et réduire encore une fois au silence ceux qui osent appeler à la démocratie. On peut comprendre que le monde extérieur n'entende parler que des dissidents bien connus, mais au Viêt Nam il y a des centaines d'autres militants et de citoyens ordinaires qui sont pourchassés et persécutés.

Dans leur campagne de terreur pour éliminer les voix pacifiques pour la démocratie, le régime de Hà Nội s'est senti conforté par son apparente acceptation par la communauté internationale, notamment par sa réussite auprès des États-Unis. Il est



Les députés Loretta Sanchez et Ed Royce président la réunion



Do Hoang Diem et Ed Royce

temps pour nous d'envoyer un message signifiant clairement que cette acceptation n'est pas permanente et que le monde n'ignorera pas la soif de liberté du peuple vietnamien.

### Que faut-il faire ?

Le mouvement démocratique vietnamien fait face à la fois à un important défi et à une opportunité risquée. Notre défi est de surmonter la répression actuelle à tout prix. Le gouvernement vietnamien met le paquet pour éradiquer toute organisation indépendante, en particulier les partis politiques. Cependant, si nous pouvons survivre à cette répression dans les six prochains mois, dans un an ou même au-delà, ce sera véritablement un tournant pour le mouvement démocratique. Au lieu d'être réduits au silence comme il y a 5 ans, si nous poursuivons notre effort, alors ce sera le point de non retour pour des changements démocratiques au Viêt Nam.

Dans cette bataille pour la liberté et la démocratie, Viêt Tân s'est tenu côte à côte des autres partis et organisations pro-démocratie et du peuple vietnamien. Dans ces moments très difficiles, nous continuerons à faire de même. Nous continuerons à suivre notre principe de lutte pacifique, non violente, pour mobiliser le peuple vietnamien et l'encourager à défier le régime. Actuellement, l'équilibre du pouvoir ne penche pas du côté du peuple. C'est seulement à travers des moyens non violents que

nous pouvons pousser le peuple vietnamien à reprendre le contrôle du pays. Le régime communiste le sait et il a peur. C'est pourquoi il essaie de terroriser notre peuple et de le soumettre à nouveau à travers cette répression.

Dans notre effort pour conserver notre élan et atteindre le point critique, nous appelons les États-Unis à soutenir le peuple vietnamien. Je soumetts les actions suivantes à votre réflexion :

### 1. Exercer des pressions sur le gouvernement de Hà Nội pour qu'il libère les prisonniers d'opinion :

- Le Dr Le Nguyen Sang, M. Huynh Nguyen Dao and M. Nguyen Bac Truyen, dirigeants du Parti Démocratique du Peuple, qui sont jugés aujourd'hui au Viêt Nam, 10 mai 2007.

- L'avocat Nguyen Van Dai du Comité Vietnamien des Droits de l'Homme et l'avocate Le Thi Cong Nhan du Parti Progressiste Vietnamien qui seront jugés demain, 11 mai 2007.

- M. Tran Quoc Hien, porte-parole du Syndicat des Travailleurs et Ouvriers Vietnamiens, qui sera jugé mardi prochain, 15 mai.



Do Hoang Diem et Loretta Sanchez

### 2. Réinscrire le Viêt Nam sur la liste des pays particulièrement préoccupants (CPC). Le régime de Hà Nội est sensible à l'opinion internationale

car il a besoin de maintenir une image acceptable pour attirer les investisseurs et favoriser les échanges commerciaux.

**3. Soutenir la liberté d'information**, en particulier en adoptant la loi sur la liberté d'Internet et demander au gouvernement vietnamien de cesser le brouillage de Radio Free Asia.

**4. Envoyer un message clair au président communiste du Viêt Nam Nguyen Minh Triet quand il visitera les États-Unis en juin.** Les membres du Congrès devraient rappeler au président Bush de demander le respect des droits de l'homme, la libération de tous les prisonniers politiques, et la fin de la répression politique.

**5. Soutenir le travail des ONG indépendantes et les initiatives visant à construire une société civile au Viêt Nam.** Ceci est extrêmement important pour renforcer le peuple vietnamien et jeter les fondations sur lesquelles une démocratie durable pourra être construite.

Mesdames et messieurs,

Après avoir subi pendant 32 ans une persécution continuelle et le règne brutal du régime communiste, le mouvement pour la démocratie au Viêt Nam refuse de s'effacer. Au contraire, il revient plus déterminé et plus fort que jamais. Jamais auparavant les autorités communistes n'avaient vu un mouvement aussi populaire, représenté par tant d'organisations et de partis politiques indépendants qui défient ouvertement le pouvoir. La question n'est plus de savoir *si* la démocratie triomphera au Viêt Nam, mais *quand*.

Un Viêt Nam libre, démocratique, qui adhère aux standards et normes internationaux du monde civilisé n'est pas seulement essentiel pour le peuple vietnamien mais aussi pour l'Amérique et le monde.

**Do Hoang Diem**



# Le Parti Viêt Tân mobilise la classe politique australienne au Parlement Fédéral

Une délégation du Parti Viêt Tân, composée d'une vingtaine de personnes s'est rendue au Parlement fédéral le lundi 21 mai 2007. Menée par le Docteur Nguyen Do Thanh Phong, l'objectif de cette délégation était de sensibiliser la classe politique australienne sur les violations des droits de l'homme au Viêt Nam ces derniers temps, de gagner leur soutien aux dissidents vietnamiens et faire pression sur le régime de Hà Nội.

Quatre heures durant, les membres du Parti Viêt Tân ont pu rencontrer les députés Bernie Ripoll, Michael Danby, Chris Bowen, Michael Hatton du Parti Travailleuse, le ministre du Logement Tony Burke, les députés Pat Farmer, Andrew Laming du Parti de la Liberté ainsi que le sénateur Gary Humphries.

Au cours des échanges, la délégation du Viêt Tân a pu exposer la situation politique actuelle au Viêt Nam, ainsi que la vague de répression contre les dissidents pacifiques, entre autres le père Nguyen Van Ly, les avocats Lê Thị Cong Nhan, Nguyen Van Dai, Le Quoc Quan, Tran Thuy Trang.

Peu après la rencontre, le député Chris Bowen profita de son temps de parole dans l'hémicycle pour attirer l'attention de ses confrères en critiquant les autorités vietnamiennes à travers la photo du père Nguyen Van Ly, bâillonné durant son procès le 20 mars 2007. Chris Bowen dit : « L'image du père Ly bâillonné dans un tribunal au Viêt Nam peut être considérée comme une honte. C'est aussi un exemple de plus qui montre le mauvais respect des droits de l'homme dans un pays qui n'est pas très éloigné de l'Australie. » Ensuite, dès sa prise de parole, le député Bernie Ripoll salua la délégation du parti Viêt Tân. Il souhaita la réussite du Viêt Tân dans sa lutte pour le respect des droits de l'homme au Viêt Nam.

Les membres du Viêt Tân demandèrent également au gouvernement australien de conditionner les aides économiques aux progrès réalisés par le Viêt Nam en matière de démocratie et de droits de l'homme, rappelant que l'argent du contribuable australien doit être dépensé à bon escient.



Deux membres du Viêt Tân et les députés Bernie Ripoll, Tony Burke

Ces derniers temps, le régime communiste a accru sa répression contre le mouvement démocratique vietnamien, suscitant une vague de réprobation chez les vietnamiens de l'étranger mais aussi dans la communauté internationale. Plus particulièrement en Australie, la Communauté Vietnamienne a déclenché une campagne de mobilisation du milieu politique en envoyant des cartes postales aux élus, leur demandant de soutenir publiquement les dissidents emprisonnés et de faire pression sur Hà Nội. En se rendant au parlement fédéral ce 21 mai, la délégation du parti Viêt Tân apporte sa contribution dans cette campagne.



Mmes Vo Hong, Bui Diem Chau, le député Pat Farmer, Mme Nguyen Tuyet Nhung



Dr Nguyen Do Thanh Phong et le sénateur Gary Humphries

# Noir mois de mai pour la dissidence vietnamienne

**LE MOIS DE MAI A ÉTÉ TRÈS DIFFICILE POUR LES DISSIDENTS VIETNAMIENS. LES PROCÈS EXPÉDITIFS S'ENCHAÎNAIENT ET LES CONDAMNATIONS SONT TRÈS SÉVÈRES POUR DES MILITANTS PACIFIQUES. JUGEZ PLUTÔT :**

## 10 mai :

- Lê Nguyen Sang, 48 ans, médecin : 5 ans de prison.
- Nguyen Bac Truyen, 39 ans, avocat : 4 ans de prison.
- Huynh Nguyen Dao, 39 ans, journaliste : 3 ans de prison.

## 11 mai :

- Nguyen Van Dai, xx ans, avocat : 5 ans de prison.
- Lê Thi Cong Nhan, xx ans, avocate : 4 ans de prison.

## 15 mai :

- Tran Quoc Hien, avocat : 5 ans de prison.

## Procès du 10 mai

**T**rois Vietnamiens ont été condamnés jeudi à des peines de 3 à 5 ans de prison pour propagande contre le régime communiste, à l'issue du premier d'une série de trois procès, prévus dans les cinq jours qui viennent, contre six dissidents.

Le juge Tran Xuan Minh, qui présidait le tribunal, a estimé que les actes des trois dissidents "étaient dangereux pour la société (...) et affaiblissaient le pouvoir du régime".

**Le Nguyen Sang**, médecin de 48 ans, a été condamné à 5 ans de prison. **Nguyen Bac Truyen**, 39 ans, que la Cour dit avocat mais qui affirme être homme d'affaires, ira en prison pour quatre ans. Le journaliste **Huynh Nguyen Dao**, 39 ans, s'est vu infliger trois ans de prison. Tous resteront deux ans en résidence surveillée à l'issue de leur libération.

Devant la Cour, les trois hommes ont reconnu être membres du Parti Démocratique Populaire, interdit au Vietnam, et avoir milité pour le pluralisme politique dans le pays, encore régi par un système de parti unique.

Ils ont aussi affirmé avoir reçu, via l'internet, des instructions pour distribuer des tracts d'un



Le Nguyen Sang

Huynh Nguyen Dao Nguyen Bac Truyen

Américain d'origine vietnamienne, Cong Thanh Do, qui avait comme eux été arrêté l'an dernier au Vietnam.

Accusé de complot contre le pays, Do avait été expulsé sans procès avant la venue à Hanoï du président George W. Bush en novembre.

"Les accusés ont nié le Parti communiste... Ce procès vise à empêcher d'autres forces hostiles de s'opposer à l'Etat vietnamien", a dénoncé pour le parquet Do Ngoc Anh.

Cette affaire s'inscrit dans une campagne de répression menée ces derniers mois par les autorités vietnamiennes contre la dissidence. Ces actions ont suscité de nombreuses critiques d'organisations de défense des droits de l'homme à l'étranger, ainsi que du gouvernement américain à un moment où les deux pays tentent de mettre sur pied une visite du président vietnamien Nguyen Minh Triet à Washington en juin.

Les médias étrangers, qui avaient déjà pu assister au procès du prêtre dissident Nguyen Van Ly fin mars à Huê (centre), ont encore été autorisés à suivre le procès sur des écrans télévisés à l'extérieur de la salle d'audience. En revanche, les diplomates étrangers, qui avaient aussi pu assister au procès du père Ly, ont été tenus à l'écart.

Vendredi, un autre procès, à Hanoï cette fois, sera aussi suivi de près par la communauté internationale, celui de deux avocats militants des droits de l'Homme, Nguyen Van Dai et Le Thi Cong Nhan.

Membres du mouvement pro-démocratique "bloc 8406" qui défie ouvertement le principe de parti unique et a appelé au boycott des élections législatives prévues le 20 mai, ces deux avocats de renom sont également accusés de propagande contre le gouvernement, un crime passible de 20 ans de prison.

## Procès du 11 mai

AFP 10.05.07 | 08h33

Deux avocats vietnamiens militants des droits de l'Homme, **Nguyen Van Dai** et **Le Thi Cong Nhan**, ont été respectivement condamnés vendredi à Hanoi à 5 et 4 ans de prison pour propagande contre le régime communiste, a constaté un journaliste de l'AFP.

La peine a été assortie d'une mesure de placement en résidence surveillée de quatre ans pour Dai, 38 ans, et de trois ans pour Nhan, 27 ans.

"Les accusés ont gravement violé la Constitution et la loi vietnamienne en dénigrant le rôle du parti communiste", a déclaré le juge Nguyen Huu Chinh.

Les deux avocats étaient accusés d'avoir écrit et distribué des documents critiquant le pouvoir, dénigré le régime dans des interviews données à des médias

étrangers, mais aussi d'avoir utilisé des cours de droit donnés à des étudiants pour faire passer leur message.

Ce procès, qui intervient moins de dix jours avant les élections législatives vietnamiennes du 20 mai, s'inscrit dans une campagne de répression menée ces derniers mois par les autorités vietnamiennes contre la dissidence à travers l'ensemble du pays.

Avant les deux avocats, le prêtre dissident Nguyen Van Ly avait été condamné fin mars à Hué, dans le centre, à 8 ans de prison, déjà pour propagande contre le régime.

Les récentes interventions des forces de l'ordre ont largement visé les membres du mouvement pro-démocratique appelé "**bloc 8406**", dont sont membres Nguyen Van Dai et Le Thi Cong



Mlle Le Thi Cong Nhan et M. Nguyen Van Dai

Nhan.

Créé le 8 avril 2006, ce mouvement défie ouvertement le principe de parti unique inscrit dans la Constitution vietnamienne et appelle au boycott des élections du 20 mai.

Les actions contre la dissidence ont suscité de nombreuses critiques d'organisations de défense des droits de l'Homme à l'étranger, ainsi que du gouvernement américain à un moment où les deux pays tentent de mettre sur pied une visite du président vietnamien Nguyen Minh Triet à Washington en juin.

## Procès du 15 mai

REPORTERS SANS FRONTIERES | 15.05.2007

Le militant démocrate **Tran Quoc Hien** a été condamné, le 15 mai 2007, à cinq ans de prison pour avoir "diffusé de la propagande antigouvernementale", notamment sur Internet, et «mis en danger la sécurité de l'Etat". Reporters sans frontières est atterrée par cette condamnation, la sixième en moins d'une semaine, et exprime sa profonde inquiétude face à cette vague de répression.



Tran Quoc Hien

"C'est la pire série d'arrestations et de condamnations depuis 2002. Le gouvernement vietnamien s'est joué de la communauté internationale. Il lui a

*fait croire pendant quelques mois à sa volonté d'ouverture, dans le but de faciliter son adhésion à l'Organisation mondiale du commerce, mais on constate aujourd'hui que ce n'était qu'un écran de fumée. Le Viêt-nam est l'un des pays les plus autoritaires et les plus répressifs de la planète. Un pays où le simple fait de demander publiquement des réformes démocratiques mène en prison. Il est temps pour l'Europe, les Etats-Unis et l'ensemble des gouvernements démocratiques de durcir le ton face aux autorités vietnamiennes",* a déclaré Reporters sans frontières.

Tran Quoc Hien, 42 ans, membre du mouvement démocratique dit du « bloc 8406 » et porte-parole de l'Union des ouvriers et des paysans (United Workers-Farmers Organization, UWFO), a été condamné à l'issue d'un procès de quatre heures. Il avait été arrêté en janvier 2007.

Cinq autres militants démocrates ont été jugés au cours de ces cinq derniers jours. Huynh Nguyen Dao, Nguyen Bac Truyen et Le Nguyen Sang ont été respectivement condamnés, le 10 mai 2007, à trois, quatre et cinq ans de prison. Le lendemain, les avocats Nguyen Van Dai et Le Thi Cong Nhan se sont vu infliger des peines de cinq et quatre ans de prison (consulter l'alerte antécédente du 15 mai 2007).

Six cyberdissidents avaient été arrêtés entre janvier et septembre 2002 : Le Chi Quang, Pham Hong Son, Pham Que Duong, Tran Khue, Nguyen Vu Binh et Nguyen Khac Toan. Ils avaient été condamnés à des peines allant jusqu'à douze ans de prison. De ce groupe, seul Nguyen Vu Binh est toujours détenu. Les autres avaient été libérées dans le mois ayant précédé l'adhésion du Viêt-nam à l'OMC, en novembre 2006.



# La réprobation internationale

**DEVANT LA RÉPRESSION CONTRE LES MILITANTS POUR LES DROITS DE L'HOMME AU VIÊT NAM, LES CRITIQUES DE LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE PLEUVENT SUR LE RÉGIME COMMUNISTE VIETNAMIEN. VOICI UN TOUR D'HORIZON.**

## L'Union Européenne condamne l'emprisonnement des militants au Viêt Nam

EUBusiness | 15.05.2007

**C**e mardi, la présidence allemande de l'Union Européenne a condamné l'emprisonnement de huit militants pour les droits de l'homme au Viêt Nam durant ces dernières semaines et elle appelle à la libération de tous les dissidents pacifiques.

« L'Union Européenne est préoccupée que plusieurs défenseurs des droits de l'homme aient été arrêtés et condamnés à de la prison pour de longues sentences sur des chefs d'accusation de propagande contre la République Socialiste du Viêt Nam. » déclare Berlin. « L'UE réitère sa requête

au gouvernement de libérer tous les militants politiques non violents qui ont simplement exercé leur droit à la liberté d'expression. »

Ce mardi, l'avocat Tran Quoc Hien, 42 ans, a été condamné à 5 ans de prison au Viêt Nam pour diffusion de propagande contre l'État et atteinte à la sécurité. Hien, ancien directeur d'un cabinet de consultant juridique, Saigon Legal Consultancy, est membre du Bloc 8406, un mouvement clandestin pro-démocratie lancé voici un an. Hien est également porte-parole du syndicat (interdit) des ouvriers et agriculteurs.

C'est le dernier d'une série d'arrestations et de procès touchant les militants politiques au Viêt Nam, qui a déclenché une vague de protestation dans les gouvernements occidentaux et les organisations de défense des droits de l'homme. La semaine dernière, les tribunaux de Hà Nội et de Sài Gòn ont envoyé en prison cinq autres dissidents, dont les avocats Nguyen Van Dai et Le Thi Cong Nhan. En Mars, trois militants, dont un prêtre, ont été condamnés respectivement à huit, six et cinq ans de prison.



Angela Merkel

## Le président allemand exprime sa préoccupation

ASSOCIATED PRESS | 21.05.2007



Horst Koehler

**L**e Président allemand Horst Koehler est arrivé au Vietnam lundi avec pour objectif de favoriser le renforcement

des relations entre les deux pays, tout en abordant aussi quelques sujets épineux comme les droits de l'homme.

Koehler a rencontré son homologue vietnamien Nguyen Minh Triet au palais présidentiel, y re-

cevant un accueil très solennel puis s'entretenant à huis clos avec le président vietnamien.

L'Europe, selon Koehler, est préoccupée par une campagne de répression récente contre les dissidents politiques, avec une succession d'arrestations et de condamnations d'avocats défenseurs de la démocratie. L'Allemagne tient actuellement la présidence tournante de l'union européenne.

« Nous voulons poursuivre la discussion » sur les droits de l'homme, a-t-il déclaré, ajoutant que la société moderne est basée sur des citoyens pouvant expri-

mer ouvertement leurs opinions.

Cette visite de deux jours était le premier voyage officiel de Koehler au Vietnam.

Selon Koehler, outre la volonté affirmée de renforcer leurs liens économiques, les deux pays ont également souligné qu'ils veulent travailler ensemble pour aider à protéger l'environnement.

Koehler a également rencontré le premier ministre vietnamien Nguyen Tan Dung et il devait rencontrer le chef du Parti Communiste Vietnamien Nong Duc ce mardi, avant de partir pour la Chine.





# La réaction de la Maison Blanche

Ed Johnson - BLOOMBERG | 12.05.2007

**S**uite aux arrestations des militants pro démocratie en Syrie et au Viêt Nam, les États-Unis ont condamné les deux pays pour leur répression sur les opposants politiques. « Tous les prisonniers politiques en Syrie devraient être libérés immédiatement. » a déclaré le 11 mai, dans un communiqué, le porte-parole de la Maison Blanche Tony Snow, ajoutant que le gouvernement du président Bashar al-Assad « continue à éliminer les dissidents. »

Snow a également appelé au progrès démocratique au Viêt Nam et dit que l'administration Bush est préoccupée par le fait que des citoyens vietnamiens ont été empêchés de rencontrer un membre du Congrès à la résidence de l'ambassadeur des États-Unis. Par le passé, l'administration du Président George



W. Bush a critiqué la situation des droits de l'homme dans ces deux pays. Dans un discours en décembre, Bush a appelé le gouvernement de Damas à libérer les prisonniers politiques. Le Département d'État américain a rapporté en mars dernier que la situation des droits de l'homme au Viêt Nam en 2006 était « insatisfaisante. »

Les relations États-Unis - Viêt Nam se sont régulièrement améliorées ces dernières années, bien

que les USA continuent à critiquer les limitations imposées à la liberté d'expression et d'autres violations des droits de l'homme. Dans son rapport en mars 2007, le Département d'État a noté « un changement d'attitude » dans les droits de l'homme et une amélioration de la condition des croyants.

La Maison Blanche critique « l'augmentation des arrestations et détentions » des militants politiques, comme Nguyen Van Ly et Le Quoc Quan.

« Comme l'économie et la société vietnamienne se réforment et vont de l'avant, les répressions sur ces individus pour leurs opinions sont anachroniques et contraires au désir du Viêt Nam de prospérer, se moderniser et occuper une place plus éminente dans le monde des affaires, » dit Snow dans le communiqué.

# Earl Blumenauer démissionne de son poste à la tête du caucus États-Unis - Viêt Nam

THE OREGONIAN | 25.05.2007

**L**e représentant Earl Blumenauer (Démocrate Oregon), a démissionné comme chef du caucus États-Unis - Viêt Nam pour protester contre les condamnations récentes au Viêt Nam de militants démocrates.

« Les plus récentes rafles de militants démocrates représentent, à mes yeux, la goutte qui a fait déborder le vase, » déclare Blumenauer aujourd'hui dans un interview. « C'est l'opération la plus massive à ce jour. Elle survient à un moment où nous aimerions voir les choses aller mieux, plutôt que pire. »

Les caucus du Congrès sont des groupes de législateurs qui partagent un intérêt commun, tel

que combattre la diffusion de la méthadone ou améliorer la politique en faveur des industries technologiques. Les caucus n'ont pas autant de pouvoirs que les comités, qui effectuent la première étape vers la législation. Mais les membres du Congrès s'adressent aux caucus pour défendre leurs idées.

« Je me considère comme un ami des vietnamiens, » déclare Blumenauer. « Je m'intéresse profondément aux relations entre les deux pays. Mais ma conscience m'interdit de présider le caucus États-Unis - Viêt Nam quand ils agissent ainsi. J'ai pensé que mon attitude pourrait contribuer modestement à un retour à de bonnes dispositions,

parce que j'ai travaillé dur pour la qualité des relations États-Unis - Viêt Nam depuis mon arrivée dans ce caucus. »

Blumenauer s'était rendu au Viêt Nam en 2000 avec le Président Clinton. Aujourd'hui il a présenté une résolution condamnant les arrestations.



Earl Blumenauer



# La classe politique suisse prend parti pour les dissidents vietnamiens

**À CÔTÉ DES PRESSIONS DIPLOMATIQUES AMÉRICAINE, AUSTRALIENNE ET DE L'UNION EUROPÉENNE, LA CLASSE POLITIQUE SUISSE MONTRE QU'ELLE N'EST PAS EN RESTE. BERNARD FAVRE, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU PARTI RADICAL GENEVOIS, ET MICHEL ROSSETTI, ANCIEN DÉPUTÉ-MAIRE DE GENÈVE, PRENNENT LA DÉFENSE DES DISSIDENTS VIETNAMIENS.**

## Lettre à Pascal Lamy, président de l'OMC

**PRD**  
**Les Radicaux.**  
Parti Radical Genevois

Rue de Lausanne 154

Monsieur  
Pascal Lamy  
Organisation Mondiale  
du Commerce

1202 GENEVE

Le 7 mai 2007

### Procès de dissidents politiques vietnamiens à Hà Nội le 11 mai prochain

Monsieur le Directeur Général,

Permettez-nous de vous écrire suite à nos contacts avec le Comité Suisse-Viêt Nam. Le 11 mai prochain à Hà Nội, les autorités judiciaires vietnamiennes s'apprêtent à juger deux jeunes avocats accusés « d'abus de démocratie (sic !) et de propagande contre la République socialiste du Viêt Nam. »

Depuis l'adhésion de la République socialiste du Viêt Nam à l'Organisation Mondiale du Commerce, le régime de Hà Nội donne des signes inquiétants de durcissement de la répression à l'égard de dissidents politiques. Nous en voulons pour preuve le procès du Père catholique Nguyen Van Ly, le 30 mars dernier, où l'accusé a été bâillonné en plein procès. Les images de cette parodie de procès ont fait le tour du

monde. Entre novembre 2006 et fin avril 2007, on a recensé pas moins de 22 arrestations de dissidents politiques connus au Viêt Nam.

Nous avons alerté les autorités helvétiques qui, nous l'espérons, veilleront à assurer la présence d'observateurs à tous les procès d'opposants politiques vietnamiens. Nous alertons également le Conseil des Droits de l'Homme de différentes violations du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, auquel le Viêt Nam est partie depuis 1982.

Etant donné l'adhésion récente du Viêt Nam à l'OMC, nous vous informerons de manière systématique des cas portés à notre connaissance. Certains que la libéralisation des échanges commerciaux s'accompagnera, à terme, d'une démocratisation accrue, nous souhaitons agir afin que la transition se fasse avec le moins de victimes humaines possible.

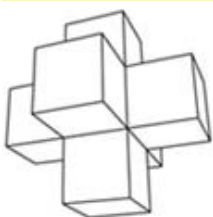
Nous vous remercions pour l'attention que vous aurez bien voulu porter à cette demande et vous prions de croire, Monsieur le Directeur général, à l'expression de nos sentiments distingués.

**Bernard Favre**  
Secrétaire Général du Parti Radical Genevois



**Bernard Favre**

## Lettre à Micheline Calmy-Rey, présidente de la Confédération Helvétique



Madame Micheline Calmy-Rey  
Département fédéral  
des Affaires étrangères  
Palais Fédéral Ouest  
3003 BERNE

Le 7 mai 2007

### Procès de dissidents politiques vietnamiens à Hà Nội le 11 mai prochain

Madame la Présidente,

Permettez-nous de vous écrire suite à nos contacts avec le Comité Suisse-Viêt Nam. Le 11 mai prochain à Hà Nội, les autorités judiciaires vietna-

miennes s'apprêtent à juger deux jeunes avocats accusés « d'abus de démocratie (sic !) et de propagande contre la République socialiste du Viêt Nam. »

L'une d'entre ces personnes est Mme Lê Thi Công Nhân, 29 ans, avocate de défense des droits de l'homme et porte parole du parti Thang Tiên (parti du progrès). Depuis l'automne dernier, Mme Lê Thi Công Nhân a déjà subi diverses pressions psychologiques et physiques. Fin octobre 2006, les autorités l'ont empêchée de force de prendre l'avion qui devait la conduire à Varsovie, où elle devait participer à la Conférence Internationale sur les Droits des Travailleurs Vietnamiens, sous le parrainage du syndicat Solidarnosc.

Depuis un certain nombre de mois, le régime de Hà Nội donne des signes inquiétants de durcissement de la répression à l'égard de dissidents politiques. Nous en voulons pour preuve le procès du Père catholique Nguyen Van Ly, le 30 mars dernier, où l'accusé a été bâillonné en plein procès. Les images de cette parodie de procès ont fait le tour du monde. Entre novembre 2006 et fin avril 2007, on a recensé pas moins de 22 arrestations de dissidents politiques connus au Viêt Nam.

C'est pourquoi nous vous prions de bien vouloir

garantir la présence d'un-e observateur-trice suisse au procès de Mme Lê Thi Công Nhân, afin de veiller au respect des droits fondamentaux de cette personne et de pouvoir, cas échéant, documenter des manquements. Nous alertons également le Conseil des Droits de l'Homme de différentes violations du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, auquel le Viêt Nam est partie depuis 1982.

Nous savons que la Suisse tente d'aider le Viêt Nam dans un processus hypothétique de démocratisation, suite à la visite en Suisse d'une délégation vietnamienne chargée d'élaborer un projet de loi sur le référendum. Nous saluons ces efforts et sommes certains que la libéralisation des échanges commerciaux s'accompagnera, à terme, d'une démocratisation accrue. Toutefois nous souhaitons agir afin que la transition se fasse avec le moins de victimes humaines possible.

Nous vous remercions pour l'attention que vous aurez bien voulu porter à cette demande et vous prions de croire, Madame la Présidente, à l'expression de nos sentiments distingués.

**Bernard Favre**  
**Secrétaire Général du Parti Radical Genevois**

## Lettre à Nguyen Minh Triet Président de la République Socialiste du Viêt Nam



**Michel Rossetti**

Monsieur Nguyen Minh Triet  
Président de la République  
Socialiste du Viêt Nam

Genève, le 8 mai 2007

Monsieur le Président de la République,  
Excellence,

Ancien Député-Maire de Genève, membre d'honneur du Comité Suisse-Vietnam (COSUNAM) et avocat, j'ai l'honneur de solliciter par la présente l'intervention de votre Haute Autorité pour que soient libérés immédiatement les soi-disant dissidents Made-moiselle Lê Thi Công Nhân et Monsieur Nguyen Van Dài, tous deux avocats, arbitrairement arrêtés le 6 mars 2007 et faussement accusés « d'abus de démocratie et de propagande contre la République Socialiste du Vietnam ».

Respectueusement mais fermement, je relève que le Code pénal vietnamien, qui érige en infraction toute opposition pacifique au régime actuel, viole délibérément le droit à la liberté d'expression et de réunion garanti par le Pacte international relatif aux

droits civils et politiques (PIDCP), signé par le Vietnam en 1982 et contraignant pour lui.

Il apparaît clairement aujourd'hui que l'assouplissement du régime qui a précédé l'entrée du Vietnam dans l'OMC n'avait pour but que de rassurer les membres de cette organisation afin de les inciter à voter oui. Membre aujourd'hui de l'OMC, le retour en arrière n'est que plus brutal, malheureusement.

Profondément choqué par l'attitude de votre gouvernement, j'ai pris la décision avec un groupe d'amis et divers appuis d'alerter :

- Les autorités suisses et plus particulièrement la Présidente de la Confédération, Madame Micheline Calmy Rey.

- Monsieur Pascal Lamy, Directeur général de l'OMC.

- Les médias.

J'ose espérer que grâce à votre intervention les procédures en cours seront stoppées et les avocats en cause libérés de toutes charges sans influences extérieures.

Veuillez agréer, Monsieur le Président de la République, Excellence, l'expression de ma Haute Considération.

**Michel Rossetti**



# Le Vietnam élit ses députés, scrutin sans suspense

AFP | 20.05.2007

**Les Vietnamiens se sont rendus aux urnes dimanche pour élire leur nouvelle Assemblée nationale, une institution qui devrait voir arriver de nombreuses nouvelles têtes, mais qui restera fermement contrôlée par le parti communiste (PCV) au pouvoir.**

**P**lus de 50 millions d'électeurs, sur une population de 84 millions d'habitants selon les chiffres officiels, avaient été appelés à départager les 875 candidats qui briguaient l'un des 500 sièges de la prochaine chambre.

Les résultats des élections ne devraient pas être connus avant sept à dix jours. Mais le Front pour la patrie, un organe émanant du PCV, prévoit déjà une écrasante majorité de sièges -- environ 90% -- pour les membres du Parti communiste, seul parti autorisé au Vietnam.

Sur les 875 candidats, 150 n'étaient pas membres du PCV et 30 se sont présentés sans le parrainage du Parti ou d'une organisation officielle. Mais chacun d'entre eux a tout de même, comme l'ensemble des autres candidats, reçu d'une façon ou d'une autre un agrément du Parti.

La grande majorité des élus exerceront leur premier mandat, ce qui fait dire à un observateur étranger que «les élections vont apporter un renouveau». Même s'il ne voit pas vraiment «d'enjeux politiques» dans l'événement.

**Les autorités ont clairement rappelé ces derniers mois qu'elles ne toléreraient pas la remise en cause du principe de parti unique gravé dans la Constitution.**

Les autorités ont clairement rappelé ces derniers mois qu'elles ne toléreraient pas la remise en cause du principe de parti unique gravé dans la Constitution. Et la justice vient de condamner une série de dissidents qui militaient pour le multipartisme et appelaient au boycott du scrutin.

«Les élections sont une façon de mobiliser pour réaffirmer la légitimité de la règle de parti unique, pas pour la défier», estime Carl Thayer, expert du pays à l'Australian Defence Force Academy de Canberra.

Dimanche matin, le secrétaire général du Parti, Nong Duc Manh, a ouvert le vote sous les caméras au bureau numéro un du district de Ba Dinh à Hanoï. Sur les murs, une banderole aux couleurs rouge et or du pays invitait les électeurs à «choisir avec lucidité les personnes ayant suffisamment de talent et de morale pour l'Assemblée nationale».

Très tôt, des hauts-parleurs postés aux coins des rues de la capitale ont incité la population à «élire une nouvelle bonne Assemblée» pour «répondre à la cause d'industrialisation et de modernisation du pays». Des chansons, diffusées sur les radios et télévisions, avaient aussi été composées pour l'occasion, invitant «tout le peuple (...) à mettre son bulletin dans l'urne».

Les experts reconnaissent que l'Assemblée nationale vietnamienne est aujourd'hui plus qu'une simple chambre d'enregistrement.



Les élus, de plus en plus critiques, ont gagné en poids avec l'intégration croissante du pays sur la scène internationale. Notamment avec son entrée à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en janvier, qui nécessite d'importants aménagements législatifs.

À 19H00 (12H00 GMT), à l'heure officielle de la fermeture des bureaux de vote, la télévision nationale VTV estimait la participation à plus de 90% dans tout le pays, et même supérieure à 98% à Hanoï et Ho Chi Minh-Ville, l'ex-Saïgon et capitale économique du sud du pays.

Ces taux, comparables à ceux du dernier scrutin de 2002, ne devaient cependant pas cacher le fait que la population se passionne encore peu pour les législatives. Ne serait-ce que parce qu'un membre d'une famille peut venir voter pour tous les autres.

«Mes deux fils sont allés pique-niquer avec des amis très tôt ce matin. J'ai voté pour toute la famille», raconte une mère au foyer de 55 ans. «Pour moi, les candidats sont les mêmes, mais j'ai rayé les deux plus âgés parce que les plus jeunes pourraient être plus doués». □

# Le combat pour le droit de choisir au Viêt Nam

Do Hoang Diem | 21.05.2007

Tribune publiée dans Asia Times le 21 mai 2007.

**D**epuis plusieurs mois, le Parti Communiste

**ASIA TIMES** Online  
www.atimes.com

Vietnamien (PCV) au pouvoir claironnait que l'élection de l'Assemblée nationale qui devait se tenir ce dimanche serait le signe que ce pays du Sud-Est Asiatique est en train de s'ouvrir rapidement. Avec jusqu'à 10% des 500 sièges offerts aux candidats non communistes, la dictature à parti unique s'était efforcée de vendre cette élection comme le signe d'une réforme démocratique pas-à-pas.

En réalité, ce n'était pas la première élection législative dans laquelle le PCV offrait des sièges aux candidats indépendants. Cependant, la véritable duperie résidait dans le processus de sélection des candidats indépendants par le parti communiste. Bien qu'en théorie quiconque pût se présenter, les candidats étaient triés, sélectionnés, avant même qu'ils eussent la chance d'affronter le suffrage des électeurs. Ce processus de sélection était entièrement contrôlé par le parti communiste. Ainsi dès le départ, le parti avait décidé qui pouvait concourir et qui était éliminé.

Une fois que les candidats furent sélectionnés, qu'ils gagnent ou pas n'avait plus aucune importance, parce que tout était déjà arrangé en amont par le parti communiste. Les élections au Vietnam jamais n'ont été soumises à une observation indépendante. Dans les bureaux de vote, les fonctionnaires et collaborateurs sont très majoritairement des membres du parti communiste. Et parce qu'aucun parti d'opposition n'est autorisé, aucun

contre-pouvoir n'assure les contrôles nécessaires et ne rééquilibre la balance. Ainsi, le PCV était totalement libre pour décider unilatéralement des résultats de cette élection.

Les résultats « officiels » ne seront pas connus avant plusieurs jours. Avec une Assemblée nationale composée à 10% de membres « indépendants », et à 90% de membres du PCV, oser qualifier cette réforme de « démocratique » est une farce. Depuis plusieurs mois, le mouvement démocratique au Viêt Nam a réclamé le boycott de cette élection. En représailles, le PCV a lancé la plus sévère campagne de répression depuis ces 20 dernières années contre des dissidents pacifiques.

Les uns après les autres, des militants pour la démocratie ont été condamnés à de longues peines de prison simplement parce qu'ils avaient revendiqué le droit pour le peuple de choisir librement, sans que le résultat fût entaché de fraude. C'est une justice de foire quand une douzaine de militants sont envoyés en prison sur accusation de « diffusion de propagande contre le gouvernement ». D'autres attendent toujours d'être jugés, accusés d'avoir « comploté pour renverser le gouvernement », une charge susceptible de mener à la peine capitale.

Toute ceci arrive à un moment où le gouvernement communiste vietnamien a été applaudi par la communauté internationale comme le stimulateur de la crois-



**Do Hoang Diem**

sance économique rapide et stable. Mais le monde ne doit pas oublier que c'est un régime extrêmement corrompu et qui ne représente pas véritablement les vietnamiens. Le régime se maintient au pouvoir d'une part en terrorisant ses propres citoyens et d'autre part avec des élections frauduleuses comme celle de ce dimanche où il a annoncé un taux de renouvellement de l'assemblée proche des 99%. Grottesque !

Depuis des années, le mouvement vietnamien pour la démocratie mène une campagne à l'écoute du peuple et pacifique qui appelle à en finir avec la dictature du parti communiste. Son but est simplement de donner aux vietnamiens une chance de choisir leur propre gouvernement librement et sans fraude.

Il est facile pour la communauté internationale de se faire embarquer dans le débat économie de marché contre économie centralisée, ou bien dans le conflit intérêts commerciaux contre droits de l'homme. Mais le fond du problème pour les 85 millions de citoyens du Vietnam est le droit de choisir leur propre destin, exempt de crainte ou d'intimidation.

Et pour cela, au lieu d'embrasser une dictature corrompue, la communauté internationale devrait faire le bon choix : se tenir à côté des vietnamiens et lutter pour leur libre choix. □



# Do Nam Hai : « Je suis prêt à relever tous les défis »

Un mois après son retrait, Phuong Nam Do Nam Hai a renoué avec le mouvement pour la démocratie. Dans un interview donné à Radio Free Asia, Phuong Nam indique qu'il est prêt à relever tous les défis, acceptant le risque d'être arrêté ou emprisonné. Voici son interview.

**Nguyen Khanh :** Au nom des auditeurs de la section vietnamienne de Radio Free Asia, merci de nous accorder un peu de votre temps pour cet interview. Première question, pourquoi avoir choisi de renouer avec le mouvement démocrate ?

**Do Nam Hai :** je salue les auditeurs de Radio Free Asia. Je m'appelle Phuong Nam Do Nam Hai, et je vous parle depuis Sài Gòn, au Viêt Nam.

Le 16 mars 2007, la Sécurité publique du district de Phu Nhuan m'a convoqué, ainsi que mon père, ma sœur et ma fille, au commissariat de police pour nous informer qu'en application de l'article 88 du code pénal vietnamien j'étais poursuivi pour propagande contre la République socialiste du Vietnam.

Cependant, les policiers ont dit à ma famille que « *si la famille de Hai peut le convaincre de cesser toutes ses activités en faveur de la démocratie, le gouvernement renoncera à le poursuivre.* » Ce jour-là, j'ai protesté contre l'action de la police et contre ses pressions sur ma famille. J'ai été contraint d'écrire une « *confession* » dans laquelle j'ai déclaré que toutes mes activités étaient illégales et j'ai prié le gouvernement vietnamien de me pardonner. J'ai également écrit que je cesserais temporairement toutes mes activités pro-démocratie.

Ce jour-là, la lutte avec la police a duré plus de dix heures, et la police a voulu me forcer à dissou-

dre le **Bloc 8406** et l'**Alliance pour les Droits de l'Homme et la Démocratie**, les deux organismes que je servais au sein du comité de direction. Mais j'ai tenu bon, refusant de m'incliner. La police a fini par céder. Du 16 mars au 4 mai 2007, je n'ai donné aucun interview et j'ai temporairement cessé toutes mes activités pour la démocratie. Cependant, la police vietnamienne n'en est pas restée là.

J'ai été constamment surveillé, jour et nuit, et j'ai été convoqué à de multiples reprises pour interrogatoire au commissariat du 4 de la rue Phan Dang Luu. Le rythme des convocations allait d'une à trois fois par semaine. Mon ordinateur a été confisqué et on ne me l'a pas rendu.

Tous ces ennuis avec la police ont prouvé qu'ils n'ont pas de bonne volonté. À l'interrogatoire du 4 mai 2007, j'ai dit à la police que je les rencontrais pour la dernière fois. « *À partir de demain, je ne répondrai plus à une convocation et je déclare que je reprends mes activités pour les droits de l'homme, la démocratie et la liberté.* »

La raison de ma déclaration de retour au mouvement pour la démocratie, c'est que le combat pour la liberté, la démocratie et



Le député australien Luke Donnellan et Do Nam Hai en mars 2006

les droits de l'homme au Viêt Nam est un bel idéal, particulièrement noble, que je ne peux abandonner. Je continuerai à combattre pour cette cause. La deuxième raison est que je ne peux pas rester assis, quelle qu'en soit la justification, quand le régime communiste vietnamien opprime le mouvement démocrate au nord, au centre et au sud du Viêt Nam. Telles sont les deux raisons ; je suis décidé. J'ai parlé à la police, et aujourd'hui par ce forum, je veux réaffirmer que je suis prêt à marcher dans la cellule de la petite prison pour que le peuple du Viêt Nam puisse marcher hors de la prison géante. Cette prison géante est nommée République socialiste du Viêt Nam.

## PRESSIONS SUR LA FAMILLE

**Nguyen Khanh :** La police vietnamienne a utilisé votre famille pour vous vous pousser à cesser vos activités. Maintenant que



vous reprenez vos activités, votre famille le sait-elle ?

**Do Nam Hai :** Ma famille commence à savoir. L'incident du 16 mars est à la fois malheureux et heureux parce que mon père et ma sœur ont entendu la police dire qu'ils respecteraient ma liberté de déplacement et de travail. En réalité, ils n'ont pas confirmé leurs propos. Plus d'un mois étant passé, ma famille commence à comprendre. Leur prise de conscience me console beaucoup. Je ne crains pas d'aller en prison, mais je crains que ma famille ne me comprenne pas, qu'elle puisse penser que je serais dirigé ou manœuvré par les contre-révolutionnaires étrangers, selon le vocabulaire policier. C'est mon plus grand souci, mais au cours du dernier mois, ma famille a commencé à comprendre que la police n'a jamais été bien disposée à mon égard.

**Nguyen Khanh :** Depuis mars jusqu'à aujourd'hui, plusieurs de vos collègues ont été arrêtés, détenus, poursuivis et sont actuellement en prison. Réintégrant le mouvement pour la démocratie, estimez-vous que ceux qui partagent avec vous le même idéal sont moins nombreux ? Et estimez-vous que votre responsabilité devient plus lourde qu'avant ?

**Do Nam Hai :** Sur la première question, je ne pense pas qu'en arrêtant et emprisonnant beaucoup de militants pour la démocratie le régime communiste vietnamien obtiendrait une diminution du nombre de militants pour la démocratie. Non, je ne le crois pas.

Je pense que quand le régime devient de plus en plus brutal et violent, il prouve le manque de démocratie et de droits de l'homme, et les vietnamiens se rendront bien compte qu'il n'y a ni démocratie ni droits de l'homme dans ce pays. Le Viêt Nam n'est pas une nation de lâches ; par conséquent, il y aura

encore plus de militants pour la démocratie.

Sur la deuxième question, oui, j'estime que ma responsabilité dans le mouvement démocrate, dans le Bloc 8406 et dans l'Alliance pour la Démocratie et les Droits de l'Homme au Viêt Nam devient plus forte. Mais quand une personne ira en prison, dix autres se lèveront. Je crois que ces gens partageront avec moi la responsabilité dans la lutte pour la liberté, la démocratie et les droits de l'homme au Viêt Nam.

### QUE FAIRE DANS L'IMMÉDIAT

**Nguyen Khanh :** Qu'allez-vous faire dès maintenant ?

**Do Nam Hai :** Je continuerai à servir dans le comité de direction du Bloc 8406, dans l'Alliance pour la Démocratie et les Droits de l'Homme au Viêt Nam. L'Alliance a récemment annoncé mon retour, et je n'ai jamais retiré mon nom du Bloc 8406.

Je rejoindrai la direction de l'Alliance et le Bloc 8406 ainsi que les membres de ces deux organismes luttant pour la démocratie. Quels sont les objectifs précis ? C'est de remplacer le parti dictatorial par un système politique pluraliste moderne afin d'intégrer la communauté internationale.

---

« Je suis prêt à marcher dans la cellule de la petite prison pour que le peuple du Viêt Nam puisse marcher hors de la prison géante. »

---

Dans un avenir proche, un des objectifs du Bloc 8406 est d'appeler ceux qui combattent pour la démocratie et les droits de l'homme, au Viêt Nam et à l'étranger, ainsi que la communauté

internationale, à soutenir une campagne exigeant pour le peuple vietnamien la liberté de choisir, par référendum, entre un système à parti unique et un système multipartiste.

**Nguyen Khanh :** Vous êtes un jeune parmi les militants démocrates au Viêt Nam. À part vous-même et un nombre restreint de personnes, le nombre de jeunes vietnamiens qui partagent votre point de vue est limité. Êtes-vous de cet avis ? Est-ce que cela vous préoccupe ?

**Do Nam Hai :** Non, je ne suis pas d'accord. D'abord, je ne suis plus jeune parce que j'ai près de 50 ans.

En second lieu, en m'engageant parmi les jeunes et les étudiants, je me rends compte qu'ils s'intéressent aux questions politiques et qu'ils réalisent de plus en plus que lutter contre la corruption et l'injustice ou faire de la charité sans comprendre la racine du mal qui ronge le Viêt Nam d'aujourd'hui est tout à fait absurde.

Parce que lorsqu'on ne voit pas encore la racine du problème, on ne peut pas résoudre ce problème. Aujourd'hui, les jeunes et les étudiants vietnamiens ont compris que la racine du mal c'est l'absence de concurrence dans l'arène politique. L'article quatre de la constitution déclare que le parti communiste vietnamien est seul à diriger le pays et la société.

Par conséquent, quand elles ont découvert la cause du mal, les activités des jeunes et des étudiants les conduisent aux décisions appropriées. Je crois en un futur plus lumineux pour mon pays quand j'observe les jeunes d'aujourd'hui.

**Nguyen Khanh :** Merci de nous avoir accordé un peu de votre temps pour cet interview. Nous vous souhaitons beaucoup de chance et de succès. □



# La grogne des ouvriers continue...

**La décision de repousser au mois d'avril la hausse du salaire minimal redonne de la vigueur aux grèves sauvages qui secouent le sud du pays. Une situation qui inquiète les autorités.**

**L**e Premier ministre vietnamien, Nguyen Tan Dung, est intervenu auprès du ministère du Plan et des Investissements afin de limiter les effets des grèves sauvages qui continuent d'affecter les entreprises à capitaux étrangers dans les zones de développement spécial de la capitale économique, Hô Chi Minh-Ville. "Cette intervention est le signe de la reconnaissance par le gouvernement que les ouvriers des entreprises à capitaux étrangers sont mécontents de la décision de reporter à avril l'augmentation de 40 % du salaire minimal," indique [Asia Times Online](#).

Cette augmentation était initialement prévue pour février, à la suite des grèves sauvages qui ont secoué de nombreux sites pendant plusieurs semaines. Si le salaire minimal était au départ fixé aux environs de 41 euros par mois dans les entreprises étrangères, le gouvernement l'a baissé en 1999 pour satisfaire les investisseurs. Mais, incapables de faire face à l'inflation et à l'augmenta-

tion du coût de la vie avec de tels salaires, les ouvriers ont décidé de débrayer dans le courant du mois de janvier et de réclamer

syndicat, sont illégales", poursuit-il.

Le décret décidant de l'augmentation du salaire minimal dans les entreprises étrangères a suscité des réactions chez les ouvriers travaillant dans les entreprises vietnamiennes. "Si les employés des entreprises à capitaux étrangers ne peuvent vivre avec leur salaire de base mensuel, comment pouvons-nous le faire, nous qui travaillons dans des entreprises vietnamiennes où la rémunération est encore plus basse?" s'interroge Nguyen Van Tu, un ouvrier d'une usine de chaussures cité par



**Au 1er trimestre 2007, 35 grèves spontanées avec plus d'un millier de grévistes se sont produites, principalement dans les zones industrielles Binh Duong et Dong Nai.**

une hausse de leur rémunération.

"Nous soutenons les grèves menées contre les versements tardifs des salaires ou les violations du droit du travail," explique à *Asia Times Online* Pham Van Hung, le responsable du département du travail dans l'administration qui régit les zones franches de Hô Chi Minh-Ville. "Mais les grèves actuelles, organisées spontanément et en dehors du

*Asia Times Online*. "Les conditions de travail des ouvriers ne sont pas la principale préoccupation des officiels de la grande métropole du Sud, remarque le webzine. Ils craignent que l'extension des grèves affecte les investissements dans la région, où 700 entreprises étrangères emploient 130 000 personnes."

**Christine Chaumeau**

**contact@viettan.org — www.viettan.org**

## **BUREAU PRINCIPAL**

2530 BERRYESSA RD. #234  
San Jose, CA 95132 — USA  
Tél. : (1) 408-347-8830

Fax : (1) 408-347-8730

## **ASIE**

P.O. Box 223  
Shiba, Tokyo 105-91 — JAPAN  
Tél. / fax : (81) 3.3765.5317

## **EUROPE**

BP130  
92185 Antony Cedex- FRANCE  
Tél. / fax : (33) 1.46.86.85.22

## **AUSTRALIE**

P.O. Box 791  
Bankstown, NSW 2200  
Tél. / fax : (61) 2-9757-3072

